

Chères et chers camarades,

Je viens défendre l'amendement du syndicat CFDT Métallurgie Gironde & Lot-et-Garonne concernant la suppression du paragraphe « 4.2.3 Penser la place du droit souple ».

Il n'y avait rien de tout cela dans la dernière résolution du 49<sup>ème</sup> congrès, pas même une référence au droit souple. La surprise a été grande à la lecture de ce paragraphe, ainsi que dans le rapport d'activité.

Qu'est-ce que le droit souple ? Le Conseil d'État, dans une étude de 2013, identifie 3 conditions aux droits souples :

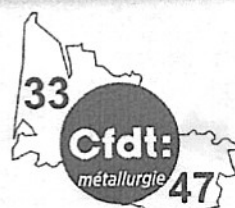
- Pas de droits ou d'obligations pour leurs destinataires,
- Une élaboration et formalisation qui les apparente aux règles de droit dur,
- Un objectif d'adhésion des destinataires.

Ce sont donc des règles de droit non obligatoires, ce qui est a priori contraire à l'essence du droit. C'est bien la définition qu'en fait le Dalloz : « *Le droit mou ou droit souple est un ensemble de règles dont la force normative est discutée. Ce sont des règles de droit non obligatoires, mais dont les effets juridiques ne sont pas pour autant inexistantes.* »

---

#### Gironde :

8 rue Théodore Gardère – CS 91372  
33 080 BORDEAUX CEDEX  
Tél : 05 57 81 11 30 – Portable : 06 70 75 53 17  
cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr



#### Lot-et Garonne :

rue Frères Magen  
47 000 AGEN  
Tél : 05 53 66 39 90 – Portable : 06 75 86 77 10  
Cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr

Oui, on parle là de « droit mou »... On l'appelle aussi « droit flou », « droit gazeux », c'est pour dire !

②

Si le principe du droit souple peut sembler vertueux entre personnes honnêtes et responsables, capables de tenir leurs engagements, aujourd'hui la crainte est grande de voir apparaître du droit qui n'est pas opposable, de voir s'amplifier les intentions et les promesses, une pâle copie du monde politique actuel.

Le droit mou prescrit un comportement mais ne le rend pas expressément obligatoire. Le droit souple est source d'insécurité juridique, mais aussi de traitement différencié, à la tête du client.

Ne serait-ce pas un moyen de contourner le droit ? Ou d'accepter le refus des organisations patronales de s'engager sur du droit opposable ?

Doit-on cautionner cette idée ou bien, au contraire, considérer que le droit ~~être~~ être le même pour tous ?

*doit*  
A savoir :

- Opposable,
- Lisible,
- Et sans interprétation possible.

**Gironde :**

3 rue Théodore Gardère – CS 91372  
33 080 BORDEAUX CEDEX  
Tél : 05 57 81 11 30 – Portable : 06 70 75 53 17  
cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr



**Lot-et Garonne :**

rue Frères Magen  
47 000 AGEN  
Tél : 05 53 66 39 90 – Portable : 06 75 86 77 10  
Cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr



Les exemples de droits souples sont nombreux dans les accords d'entreprises, avec toujours plus de formulations non contraignantes :

3

- « Dans la mesure du possible ... »
- « La création, par accord collectif, d'un délégué syndical central adjoint peut contribuer à promouvoir le dialogue social » pour faire référence à la nouvelle convention collective de la métallurgie 😊

100% démago, 0% de droit : que de frustrations et d'iniquités créés par ces droits mous.

Alors qu'à l'inverse, nos directions d'entreprises ne se montrent pas souples du tout, où le moindre écart à la règle est directement sanctionné. *et*

Alors oui, le syndicat Métallurgie 33-47 demande le retrait pur et simple de ce paragraphe et enjoint par ailleurs l'ensemble des militants à plus de vigilance lors des négociations afin que toutes ces formulations non contraignantes et ne créant pas de droit soient bannies des accords.

A nous de créer des espaces de discussions souples, intelligents, avec des compromis, qui entraîne des véritables droits.

**NON AU DROIT SOUPLE, OUI A NOTRE AMENDEMENT !**

**Gironde :**

8 rue Théodore Gardère – CS 91372  
33 080 BORDEAUX CEDEX  
Tél : 05 57 81 11 30 – Portable : 06 70 75 53 17  
cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr



**Lot-et Garonne :**

rue Frères Magen  
47 000 AGEN  
Tél : 05 53 66 39 90 – Portable : 06 75 86 77 10  
Cfdt-metaux-33-47@fgmm.cfdt.fr